



Mille neuf cent quatre-vingt-neuf au Liban

Stephanie Dadour

► To cite this version:

Stephanie Dadour. Mille neuf cent quatre-vingt-neuf au Liban. 1989, hors-champ de l'architecture officielle : des petits mondes au Grand, École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Malaquais, pp.9-15, 2020, 978-2-9549961-2-7. 10.3917/acs.dadou.2020.01.0009 . hal-03581949

HAL Id: hal-03581949

<https://hal.science/hal-03581949>

Submitted on 19 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

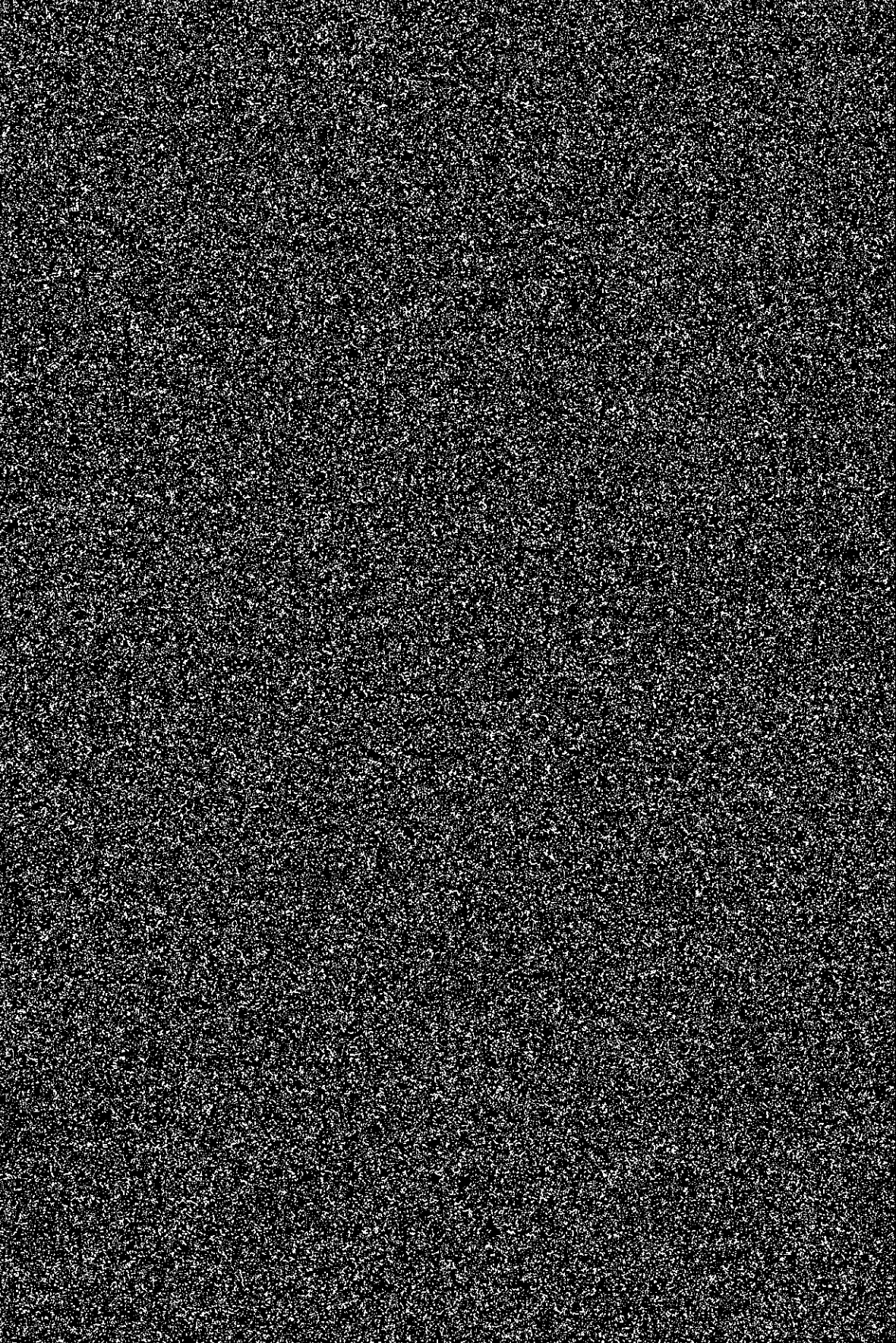
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**1989,
hors-champ
de l'architecture
officielle :
des petits mondes
au Grand**

ACS

Liban

Dirigé par
Stéphanie Dadour



*1989,
hors-champ
de l'architecture
officielle :
des petits mondes
au Grand*

Liban

ACS

Dirigé par
Stéphanie Dadour

7		Préface Jac Fol
9		<i>Mille neuf cent quatre-vingt-neuf au Liban</i> Stéphanie Dadour
17	I.	1989, ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉS
19		<i>Les bouleversements de 1989 au Liban</i> Dima de Clerck
35		<i>1989 : les prémices d'une reconstruction au service des intérêts privés</i> Sébastien Lamy
41	II.	1989, OU LA RÉSILIENCE D'UN PAYS
43		<i>Beyrouth 1989, changement de paradigme ?</i> Marlène Ghorayeb
57		<i>La ville défaite ? L'architecture et l'urbanisme comme projet politique</i> Nabil Beyhum
75		<i>De l'impardonnable, de la résilience et de l'impossible deuil</i> Joseph Nasr
89		<i>Vivre à Beyrouth en 1989 : vers une normalisation de la guerre du Liban</i> Mazen Haïdar
105	III.	1989, LES REPRÉSENTATIONS DE LA GUERRE
107		<i>Considérations arbitraires sur l'édition au Liban en 1989</i> Franck Mermier
117		<i>Les tournants dans le roman libanais</i> Rafif Rida Sidawi
129		<i>Tremblements de terre</i> Christelle Lecœur
149		Biographies des auteurs
155		English Abstract

Dirigé par Stéphanie Dadour, cet ouvrage s'inscrit dans plusieurs des perspectives de notre équipe de recherche. Grâce à l'ENSAPM qui a pu activer notre budget, nous avons formé un projet collectif, 1989, *hors-champ de l'architecture officielle*, qui s'emploie à éclairer les événements architecturaux extérieurs à l'architecture présidentielle française, et démontre également un intérêt accentué pour l'espace méditerranéen et ses déclinaisons architecturales et sociales; autant de situations dans lesquelles les nouvelles données internationales importent grandement. Y éclairant la question libanaise, ce livre est partie intégrante de ce projet.

Nous y revivons la sensibilité de notre équipe de recherche aux cultures, ce qu'elles engagent, font et défont de l'histoire architecturale et urbaine. Cette même histoire, trop souvent déchirée par des conflits, que d'aucuns écrivent à leur façon et qu'un tel volume entend redéplier, en somme défroiser. L'histoire cultive des recoins où se réfugient celles et ceux qui ne peuvent, ou n'osent pas, s'y dire; histoire qui confirme ou invalide la division des êtres en différentes factions s'employant à rompre l'ensemble toujours en voie d'apaisement. Se déclarant le plus souvent vertueuses, ces divisions sont aussi celles des domaines, privés/publics, savants/ordinaires, personnels/collectifs, nobles/vulgaires, sélectifs/populaires...

S'ensuit forcément notre attention croissante au phénomène libanais où se croisent nos brûlantes actualités: les règles territoriales, les écarts entre cultures et peuples, les frictions identitaires, les divergences communautaires, les influences étrangères, la guerre sous d'autres formes, les infractions urbaines, l'argent et les attendus des opérations de reconstruction, la prolifération des immeubles de très grandes hauteurs, leurs conséquences domestiques, les disputes mémorielles, les blessures en peine de cicatrisation, les façades meurtries, la démultiplication des partis, l'afflux de réfugiés. Développées dans ce livre, ces dispositions, leurs heurs et malheurs, façonnent l'espace et d'alarmants exemples de ce qui arrive, elles *actionnent* l'architecture. La culture, les pratiques éditoriales, les discordes, les volontés d'effacement, les désirs de pacification et le coût humain de la résilience y font conjointement la société et la ville.

Depuis le moment où cet ouvrage a été conçu, ce cher pays est entré dans une nouvelle crise, politique et économique, une crise dans laquelle le peuple, forçant le début d'une nouvelle entente, réclame la fin de la corruption et son profond désir d'être, enfin, bien gouverné.

Tout en vous souhaitant la meilleure lecture de ces différences et de leurs dynamiques de recomposition qui forment, quel que soit l'endroit, un antécédent instructif de l'assemblée des hommes toujours en mal d'histoire, nous n'oublions pas, avec nos partenaires, notre horizon d'un satellite d'ACS à Beyrouth, Liban, Proche-Orient.

Jac Fol
Directeur d'ACS/AUSser 3329, ENSAPM

Mille neuf cent quatre-vingt-neuf au Liban

À Sara, Raphaël et Ève
et à tous les enfants qui devraient être libanais

Mille neuf cent quatre-vingt-neuf est une date clé dans l'imaginaire collectif libanais : quinze ans d'épisodes de guerres des plus sanglantes — entre 130 000 et 250 000 victimes civiles —, la destruction de quartiers entiers et de bâtiments, des tensions intercommunautaires, la mainmise syrienne sur le territoire, un taux d'émigration des plus élevés, et la signature de l'accord de Taëf. Si cet accord a pour ambition de mettre officiellement un terme à la guerre, et au-delà de l'espoir qu'il provoque, il relève néanmoins du mythe : en réalité, la guerre est loin d'être terminée. Ce n'est qu'en octobre 1990 que les bombardements cessent réellement et marquent le début d'une entreprise de reconstruction.

Comme toute fin de conflit, c'est le moment de la résurgence d'un seul ou d'une pluralité de discours idéologiques. Au Liban, ils seront marqués par la loi d'amnistie générale signée le 26 août 1991. Alors que cet arrangement politique est applaudi par certains au motif de favoriser la paix et la réconciliation nationale, il est décrié par d'autres, puisque gommant la vérité et procurant l'impunité aux responsables. Le pays n'est ni officiellement divisé ni uni : des disparités de natures variées persistent.

La construction d'une *identité nationale libanaise* — entendue comme une nation ayant un passé et l'envie de se rencontrer autour d'une vie commune¹ — est paradoxale, vu sa réalité, communautaire par définition et par sa constitution et le fruit d'un compromis confessionnel. Mais ce sont principalement les chefs de milice qui s'appuient sur le facteur religieux pour expliquer le conflit libanais — transformant un conflit politique en un conflit religieux. Si une partie de la société civile tente de surpasser son expression, préférant se calquer sur un retour à la *normalité*, au *vivre-ensemble* ou à une cohabitation pacifique, les actions mises en place au lendemain de la guerre participent à renforcer certains décalages, notamment au regard du développement du pays.

Entre amnistie et amnésie, la distinction est fine. De nombreuses entreprises individuelles, privées ou associatives sont mises en place pour palier à la fois la lenteur ou l'inexistence de démarches gouvernementales vis-à-vis de cet *après* et le primat du communautarisme au détriment de la valorisation d'identités plurielles : des projets porteurs, à terme, d'une écriture de l'histoire, des critiques vis-à-vis de la reconstruction à tout prix, des entités valorisant différents types de patrimoine.

Quels sont donc les logiques et les positionnements dans les projets post-1989 au Liban ? Dans quelle mesure l'après-guerre donne-t-il à lire et actualise-t-il un état du champ architectural libanais ? Si les deux grandes tendances renvoient à la reconstruction et à la modernisation du bâti, de l'existant, le cas libanais semble condenser une multiplicité d'approches cristallisant un milieu professionnel éclaté. Reconstruction ne veut pas dire construire ce qui a été détruit ; ni considérer la reconstruction comme un moment historique, figé, mais bien comme « une des logiques qui traversent le moment historique de l'après-guerre² ». Tout d'abord, parce que cette sortie de guerre s'est faite par un accord non déterminant,

1 Nayla Debs, « L'identité libanaise, une difficile identité plurielle », Paris, L'Esprit du temps/Éditions des soixante, *Topique*, n° 110, juillet 2010, p. 105-116, <https://www.cairn.info/revue-topique-2010-1-page-105.htm>

2 Éric Verdeil, *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction*, thèse de géographie, université Paris I, 2002, p. 22.

par une loi d'amnistie plutôt qu'une entente nationale. Et puis, parce que des « choses » se font, sans pour autant interroger leur impact social, économique ou environnemental.

Reconstruction³

Suite aux affrontements, le terme *reconstruction* sera rapidement employé par divers partis pour envisager la suite — « confondant une période et un contexte donnés, l'après-guerre⁴ ». Plutôt qu'une vision globale de ce que pourrait devenir Beyrouth et sa banlieue, des fragments de différentes références, dont le schéma directeur de la région métropolitaine de Beyrouth (SDRMB)⁵ ou le *Recovery Planning for the Reconstruction and Development of Lebanon* de 1991⁶, sont discutés. Trois *grands* projets marquent néanmoins le paysage.

Au centre-ville de la capitale, le gouvernement attribue le projet de reconstruction à la société foncière privée Solidere — Société libanaise pour le développement et la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, dont 7 % du capital revient à Rafic Hariri, Premier ministre sunnite de l'époque —, fondée en 1994. Entre conflit d'intérêts (politiques et économiques), réduction des espaces publics, expropriation des habitants, gentrification, de virulentes critiques se positionnent à l'encontre du projet de reconstruction du centre-ville⁷ ; ces protagonistes sont « ... taxés de passéisme et de ne pas vouloir une reconstruction efficace et rapide du pays⁸ ». Si l'objectif de la Société consiste en la création d'un pôle régional tournée vers la finance, les affaires et le tourisme⁹, le *downtown* cristallise, plus de vingt-cinq ans plus tard, l'échec d'une reconstruction imposée par le haut.

Dans la banlieue sud, le trinôme composé de l'État-Hariri ainsi que de deux partis politiques chiites, Amal et Hezbollah, négocie le projet Elyssar, né en 1995. Au-delà de sa valeur urbanistique, celui-ci devait démontrer la possible conciliation entre acteurs opposés. Couvrant 560 ha, ce projet d'aménagement urbain vise, entre autres, la résorption et l'intégration des quartiers dits informels dans la ville, ces derniers devant être reconstruits selon les plans directeurs de la compagnie privée Dar Al-Handasah. Elyssar consiste à moderniser et à rationaliser une tranche

3 Joseph Nasr, « Reconstruction », in *Reconstruction et réconciliation au Liban : Négociations, lieux publics, renouement du lien social*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 1999, <http://books.openedition.org/ifpo/4388>.

4 Mona Harb El-Kak, « La reconstruction de la banlieue sud-ouest de Beyrouth : une négociation entre État et acteurs politiques », in *Reconstruction et réconciliation au Liban*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 1999, p. 109-123.

5 « De 1983 à 1986, en pleine guerre civile, un schéma directeur de la région métropolitaine de Beyrouth (SDRMB) a été établi par une équipe franco-libanaise qui regroupait des personnels du CDR, de la Direction générale de l'urbanisme (DGU) et de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France (IAURIF). » Éric Huybrechts et Éric Verdeil, « Beyrouth entre reconstruction et métropolisation », in *Villes en parallèle*, 2000, p. 63-87.

6 International Bechtel Inc. et Dar Al-Handasah Consultants (Shair & Partners), *Recovery Planning for the Reconstruction and Development of Lebanon*, Phase I Summary Report, Beyrouth, République du Liban, Council for Development and Reconstruction, vol. 1-4, décembre 1991.

7 Nabil Beyhum, *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Études sur le monde arabe, 1991 ; Samir Khalaf, *Beirut Reclaimed*, Beyrouth, Dar An-Nahar, 1993.

8 Georges Corm, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris, Éditions La Découverte, 2003, p. 241.

9 Bruno Marot et Serge Yazigi, « La reconstruction de Beyrouth : vers de nouveaux conflits ? », *Métropolitiques*, 11 mai 2012, <https://metropolitiques.eu/La-reconstruction-de-Beyrouth-vers.html>

de ville en faisant usage du *zoning*. Inachevé, le projet aujourd'hui bloqué pour diverses raisons, parmi lesquelles son impossible financement et des acteurs juste à même de préserver leurs propres intérêts.

Au nord de la capitale, le projet Linord se vante d'être l'un des grands projets de développement de l'environnement au Liban. En réalité, et dans le prolongement du remblaiement prévu par Solidere en ville et par un promoteur privé sur le littoral du Metn-Nord, il envisage 200 ha supplémentaires entre le fleuve de Beyrouth et le remblai de ce dernier, se justifiant ainsi comme un projet d'assainissement. Remblayer la côte pour assainir la région et mieux la structurer, notamment par la construction d'infrastructures collectives, d'équipements techniques dont une station d'épuration, un port de pêche, un port de garde-côtes et la réhabilitation de la décharge d'ordures de Bourj Hammoud.

Généralement, les opérations d'envergure, urbaines et architecturales, surviennent dans l'urgence (cataclysmes, guerre, etc.)¹⁰; la reconstruction au Liban a tenté d'en porter sans pour autant réussir. Ce n'est pas le manque d'idées ou de projets, mais l'absence d'institution de gestion et de suivi sur le long terme¹¹, les rapports de force issus de la guerre qui perdurent et se retrouvent porteurs de projets. Et enfin, des infrastructures fondamentales qui ne sont pas prises en compte (eau, électricité, ordures), les mobilités (transports en commun, place du piéton), le logement social et le patrimoine, ordinaire ou historique. La logique libérale participe, de fait, à ce délaissement: l'intervention de l'État se produit à contretemps, en décalage avec celles des investissements privés¹².

Architecture

Les débats dans le milieu de l'architecture portent principalement sur les enjeux de la reconstruction du centre de Beyrouth et en dénoncent les modes opératoires, les objectifs et l'approche architecturale. De nombreux architectes s'élèvent contre le projet de Solidere sans pour autant se mettre d'accord ou avoir les moyens de convaincre par une alternative.

La décennie suivant 1989 marque le retour d'une jeune génération d'architectes, partis comme étudiants en temps de guerre effectuer leurs études à l'étranger (principalement en France, en Angleterre, aux États-Unis ou au Canada). Leur retour au pays s'inscrit dans un mouvement plus collectif, marquant la décennie suivante: celui de l'espoir et de l'envie de participer à l'avenir du Liban. Forts de leurs expériences à l'étranger et du recul vis-à-vis de la situation ambiante, ils ont conscience des paradoxes du rythme et du cadre de vie libanais. Cette période de reconstruction se présente comme potentiellement pleine de perspectives: la ville se transforme, les projets d'infrastructures se renouvellent, des espaces d'échanges plus ou moins institutionnalisés se créent.

De manière plus générale, cette conjoncture sensibilise ces architectes à la prise en compte de ce qui les entoure et à faire de leur expérience de la guerre, de l'exil, du retour, un sujet pour l'architecture. Nombre d'entre eux inscrivent leurs intentions et leurs postures vis-à-vis de l'existant:

10 Dominique Barjot, Rémi Baudouï et Danièle Voldman, *Les Reconstructions en Europe (1945-1949)*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 168-169.

11 Éric Huybrechts et Éric Verdeil, *op. cit.*

12 *Ibid.*

les démarches contextuelles et l'histoire — entendue au sens large — sont mobilisés pour penser la ville. Des termes alors inexistant dans le champ architectural libanais précédant la guerre émergent: la mémoire, l'entre-deux, l'arrachement, l'enracinement, l'effacement, le champ des possibles. Chacun utilisera son jargon, ses expressions; mais comme dans le milieu artistique, une *génération d'architectes de l'après-guerre* voit le jour.

Cette construction intellectuelle diffère des fondements des projets de reconstruction précédemment évoqués. Elle ne correspond pas non plus aux enseignements reçus à l'étranger. Mais elle s'inscrit davantage dans une confrontation entre passé et devenir; elle puise dans le vécu de ces architectes, mobilisant ainsi des notions plurielles et tout aussi hybrides que leurs parcours. Le recul et la proximité qu'ils entretiennent avec cette période en constante évolution les amènent à construire un discours critique et à puiser dans la violence — passée et ambiante — une force de conception.

Le vide institutionnel que plusieurs reprochent à l'État (et, dans certains cas, les filiations familiales) permettent ainsi à ces jeunes de marquer davantage le terrain, tant leurs initiatives se démarquent de ce qui se fai(sai)t. Tout comme chez les artistes, les nouvelles thématiques qu'ils portent suscitent une conscience politique plutôt qu'un engagement idéologique¹³ et donnent lieu à des pratiques nouvelles dans les manières d'aborder l'architecture. Sans s'autoproclamer groupe ou génération, des analogies sont intéressantes à tisser entre les pratiques de Dima Khairallah, Youssef Haidar, Bernard Khoury, Youssef Tohmé ou Hala Younès par exemple — ne serait-ce qu'au niveau des discours. Chez les chercheurs, les écrits de May Davie, Mona Fawaz, Mona Harb ou Hashim Sarkis. Ou chez des architectes, militants, comme George Arbid ou Mona El-Hallak.

Parallèlement à cette production *savante*, les développements informels poursuivent leurs chemins — dans certains cas, avec la participation d'architectes. Au vu de la spéculation foncière, le pays tout entier — incluant les montagnes et le littoral — se bétonnise.

Patrimoine

Au-delà de l'intérêt pour la *libanité* de certaines typologies, ce sont les lieux historiques comme la place des Martyrs¹⁴ ou ceux présentant des enjeux politiques comme la « Ligne verte », qui obligent à une réflexion sur la mémoire, puis le patrimoine. Entre nostalgie et fantasme orientaliste, le patrimoine défendu avant la fin de la guerre semblait s'arrêter à la date de 1943; comme si l'après-indépendance n'avait pas d'intérêt. Au début des années 1960, une élite économique et culturelle de Beyrouth crée l'Association pour la protection des sites et anciennes demeures (APSAD), pour la protection et valorisation de bâtiments urbains jugés exceptionnels par leur valeur esthétique ou historique. Une conjoncture de l'après-

13 Sirine Fattouh, *La Création à l'épreuve des guerres et de leurs effets: Quelques aspects de l'art contemporain libanais*, thèse en arts plastiques et sciences de l'art, université Paris I, p. 62.

14 Hashim Sarkis, « A Vital Void: Reconstruction of Downtown Beirut », *The Resilient City. How Modern Cities Recover from Disaster*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 281-298; Guillaume Éthier, *Patrimoine et guerre: reconstruire la place des Martyrs à Beyrouth*, Québec, Éditions MultiMondes, 2008; Mazen Haïdar, « Beyrouth et la nouvelle mémoire », in *Penser et pratiquer l'esprit du lieu/ Reflecting on and Practicing the Spirit of Place*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2010, https://www.icomos.org/quebec2008/cd/toindex/81_pdf/81-C5uS-282.pdf

guerre pousse les architectes à s'emparer de la notion de patrimoine pour défendre leurs intérêts: le délaissement de l'État de cette question, l'homogénéisation du bâti dans le projet de Solidere, des propriétaires à court d'argent vendant ou détruisant leurs biens, des travaux de chercheurs en architecture¹⁵, des études du ministère de la Culture non respectées, une prise de conscience de l'intérêt de bâtiments issus du mouvement moderne¹⁶, entre autres. Tout comme dans le milieu artistique, de nombreuses initiatives privées s'emparent du sujet, près de dix ans après la fin de la guerre, et mettent en place des structures défendant le patrimoine.

∴

Cet ouvrage fait suite à une journée d'étude intitulée « Du Liban, de 1989¹⁷ », dont l'objectif était de mener une réflexion transversale, pluridisciplinaire sur la production des savoirs sur le Liban, et particulièrement son architecture en considérant la date de 1989 comme un tournant. En décentrant les regards disciplinaires, elle a permis d'engager un échange sur les différentes manières de penser le Liban de 1989 comme un objet de recherche et d'examiner les présupposés de ces croisements. La multiplicité des cadres théoriques convoqués a rendu compte de la complexité de ce contexte et de sa situation.

Si les années 2000 ont été marquées par les écrits prenant comme sujet ou objet le Liban, notamment son paysage architectural, l'objectif de cette publication est d'inviter des chercheurs du Liban et de la France, travaillant dans des disciplines et des institutions diverses, à échanger sur leurs recherches actuelles, engageant un regard renouvelé sur la période de l'après-guerre. Quels outils, méthodes, notions, concepts sont issus et mobilisés dans ces différentes recherches? Comment des chercheurs de disciplines distinctes « voient/regardent/cherchent » le Liban de 1989?

Les propositions retenues ici nous permettent de présenter plusieurs entrées analytiques sur le sujet, qu'il est possible de grouper en trois parties. La première offre au lecteur des clés d'entrée pour saisir la situation politique du pays à ce moment ainsi que les enjeux de la reconstruction. Dima de Clerck, historienne, revient sur l'ambivalence de l'année 1989 à la fois porteuse de nouvelles guerres mais aussi d'une nouvelle république. Son article rend compte des limites de l'accord de Taëf, et de leurs conséquences sur le territoire, jusqu'aujourd'hui. Sébastien Lamy, juriste et chercheur, présente le cadre juridique (les réformes législatives et réglementaires) de l'aménagement du territoire — au cœur de sa contribution, l'intérêt privé qui prime sur l'intérêt général. La deuxième partie porte principalement sur le projet urbain et politique de Beyrouth comme un cas d'étude, représentatif de la *résilience* de la ville. Marlène Ghorayeb, historienne de l'architecture, révèle en l'année 1989 un changement de paradigme au niveau de la fabrication de la ville, modifiant ainsi le modèle urbain de la capitale. Dans le prolongement de

15 Voir les travaux de May Farhat, Antoine Fishfish, Robert Saliba, May Davie, Michael F. Davie, Mona El-Hallak, entre autres.

16 Fondé en 2008 à Beyrouth, l'Arab Center for Architecture est une organisation à but non lucratif qui s'intéresse à la préservation et à la diffusion du patrimoine bâti arabe moderne.

17 Journée d'étude « Du Liban, de 1989: un état de la recherche », ENSA Paris-Malaquais — Laboratoire ACS UMR AUSser CNRS 3329, 4 juin 2018.

ce texte, Nabil Beyhum démontre le projet politique sous-jacent à la reconstruction de Beyrouth; l'aménagement urbain et l'architecture étant des instruments au service de ce projet. Empruntant un raisonnement philosophique, Joseph Nasr interroge la place vouée à la mémoire, au pardon et au deuil dans la reconstruction de la capitale, soulignant les déséquilibres d'une ville frappée d'amnésie. Quant à Mazen Haïdar, architecte, il explore les mécanismes d'acceptation et de normalisation de la guerre dans la vie quotidienne beyrouthine, et ses répercussions sur les pratiques de l'espace domestique.

La troisième partie revient sur les contenus éditoriaux, littéraires et cinématographiques propres à 1989. Franck Mermier, anthropologue, parcourt les publications en langue arabe de 1989, vecteur principal de la connaissance avant l'arrivée d'Internet. Raffi Rida Sidawi, sociologue, s'intéresse particulièrement au roman des années 1980, insistant sur la place des conflits dans la ville comme représentative d'un état de la société. Alors que Christelle Lecœur, architecte, se penche sur l'architecte comme figure critique et perturbatrice d'un nouveau cinéma fictionnel et documentaire.

Ce corpus de travaux est loin d'être exhaustif. L'absence de certains thèmes caractéristiques de 1989 démontre qu'il s'agit bien d'un objet de recherche toujours d'actualité et en construction. Des sujets comme la diaspora et son rapport au pays, la relation avec la Méditerranée et les pays avoisinants commencent tout juste à émerger. Trente ans après la signature de l'accord, cet ouvrage offre néanmoins une matière riche et féconde pour traiter de ces pistes de réflexion.

∴

Relire mille neuf cent quatre-vingt-neuf en deux mille vingt équivaut à porter un regard sur une histoire toujours en cours — tant celle-ci se trouve prise dans l'engrenage d'un système infaillible. Contrairement à ce qui a été surnommé la « guerre des autres¹⁸ », contrairement à ce qui a été considéré comme la révolution du Cèdre en 2005 — qui a provoqué un retour en force des partis sectaires —, les derniers mois de l'hiver 2019-2020 ont rassemblé des Libanais de tous âges, de toutes affiliations, confessions ou classes sociales. Corruption, crise économique, pays en faillite, peuple plus fragile que jamais mais en colère. Manifestant·e·s (pacifiques et pacifistes) ont reconquis des lieux publics ou symboliques, jusqu'au confinement du corona qui, à son tour, se retrouve royalement récupéré et instrumentalisé par les classes politiques. Pour l'instant, les Libanais·e·s sont fatigué·e·s. Ils redécouvrent les réalités du confinement de la guerre sans pour autant jouir de ses vertus de socialisation et de promiscuité. Affaire à suivre.

18 Sune Haugbolle, *War and Memory in Lebanon*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

Direction de la publication

· Luc Liogier

Direction de la collection

· Jac Fol

Direction d'ouvrage

· Stéphanie Dadour

Comité scientifique
du programme 1989

· George Arbid
· Sabri Bendimerad
· Mihaela Criticos
· Anne Debarre
· Jac Fol
· Ana Tostões

Chargée du suivi
du programme 1989

· Emma Filipponi

Conception graphique

· E+K — Élise Gay & Kévin Donnot

Traduction

· Mazen Haïdar
(texte de Rafif Rida Sidawi)

Relecture

· Yohann Thibaudault

Caractère typographique

· A Gothic (Radim Peško, 2019)

Impression

· Lulu (Raleigh, NC, États-Unis)

Crédits photographiques

· Archives Saïd Abboudi,
Beyrouth: p. 46 (a)
· Archives d'architecture
du xx^e siècle, Paris,
Fonds Écochard: p. 46 (b),
p. 49 (f)
· Archives du Collège protestant,
Beyrouth: p. 48 (c)
· Archives Marlène Ghorayeb:
p. 48 (d), p. 49 (e)
· *Cahiers de l'IAURIF*, n° 81, 1987:
p. 52 (g)
· Dar Al-Handasah: p. 53 (h),
p. 81 (c)
· D'après *Beyrouth*,
coll. « Portrait de ville », Paris,
IFA, 2001: p. 53 (i)
· Bruno Dewailly: p. 78 (a)
· Abbas Attar: p. 79 (b)
· Hussein Abdallah: p. 85 (d)
· Archives Joseph Nasr:
p. 85 (e)
· N. Karim: p. 87 (g)
· D. R.: p. 135 (a, b, c),
p. 136 (d, e, f), p. 137 (g, h, i),
p. 140 (j, k, l), p. 144 (m, n)



Laboratoire ACS
ENSA Paris-Malaquais
14, rue Bonaparte
75006 Paris, France

Dépôt légal: octobre 2020
ISBN 978-2-9549961-2-7
© Les auteurs, Laboratoire ACS



Au Liban, l'année 1989 cristallise les tensions existantes sur le territoire et, paradoxalement, une tentative de restaurer la paix : l'accord de Taëf met théoriquement fin à la guerre civile. Les diverses versions tentant de restituer l'histoire de ce conflit ne se rejoignent pas. Au lendemain de la guerre, le mythe libanais d'une identité collective est certes fragile, mais ne s'effondre pas. Le pays n'est pas officiellement divisé, même si des disparités de natures variées persistent.

Nabil Beyhum
Stéphanie Dadour
Dima de Clerck
Marlène Ghorayeb
Mazen Haïdar
Sébastien Lamy
Christelle Lecœur
Franck Mermier
Joseph Nasr
Rafif Rida Sidawi



978-2-9549961-2-7